

ARRETE DE VOIRIE PORTANT
PERMIS DE STATIONNEMENT

Arrêté n°2021-VOIRIE-035

LE MAIRE

- VU la demande en date du **14/06/2021** par laquelle **ENEDIS DRSIR BO**
Demeurant à **avenue de l'Europe – 38 540 HEYRIEUX**
Représenté par **Monsieur Jérémy SALIVA**
demande l'autorisation **pour le raccordement de 2 gourpes électrogènes provisoires** sur le
domaine public au **chemin du Peillard pendant 4 jours du 26/07/2021 au 29/07/2021.**
- VU le code de la voirie routière,
- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et
des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07
janvier 1983,
- VU le règlement général de voirie 64-3243 du 10/06/1964 relatif à la conservation et à la surveillance
des voies communales,
- VU l'état des lieux,

A R R E T E

ARTICLE 1 - Autorisation.

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa
demande sur domaine public à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 - Prescriptions techniques particulières.

STATIONNEMENT

L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers de la dépendance
domaniale occupée et ne pourra empiéter sur le domaine public sur une distance de plus de 1 mètre.

Les dispositions prévues par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la
signalisation prévue à l'article ci-dessus

En aucun cas ce dépôt ne pourra se prolonger pour une durée supérieure à celle prévue dans le présent
arrêté. Les dépendances devront être rétablies dans leur état initial.

ARTICLE 3 - Sécurité et signalisation de chantier.

ENEDIS devra signaler son chantier conformément à l'arrêté de police pris dans le cadre de la présente
autorisation en application des dispositions du code de la route et de l'instruction interministérielle sur la
signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté
interministériel du 6 novembre 1992 modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son
application.

Toutes les voiries et places concernées par le présent arrêté devront demeurer accessibles à tout instant aux services de secours, au SMUR et à tous véhicules de lutte contre l'incendie.

Signalisation :

Application de la fiche de signalisation N°8 (ci-jointe en annexe)

EN CAS DE ROUTE BARREE

La route sera barrée et une déviation sera mise en place de 8 h 00 à 17 h00.

Un plan de déviation devra être fourni et entretenu par l'entreprise ou la personne chargée des travaux.

En cas de ROUTE BARREE, un PLAN de DEVIATION devra être transmis avant le début des travaux, pour permettre l'accès à tout instant, entre autre, aux services de secours, au SMUR, gendarmerie et à tout véhicule de lutte contre l'incendie.

La même procédure sera appliquée pour les différents services tel que : Transport scolaire, ramassage des ordures ménagères SMND "Syndicat Mixte Nord Dauphiné".

ARTICLE 4 - Implantation ouverture de chantier et recolement.

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder **une durée de 4 jours**.

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

L'ouverture de chantier est fixée **au 26/07/2021** comme précisée dans la demande.

ARTICLE 5 - Responsabilité.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 – Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

ARTICLE 7 - Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour **une durée de 4 jours** à compter de la date donnée pour le commencement de son exécution, **du 26/07/2021 au 29/07/2021**.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Fait à SAINT ROMAIN de JALIONAS,

Le **01 juillet 2021**

Le Maire,
Jérôme GRAUSI



DIFFUSIONS

Le bénéficiaire pour attribution

La commune de SAINT ROMAIN de JALIONAS pour attribution

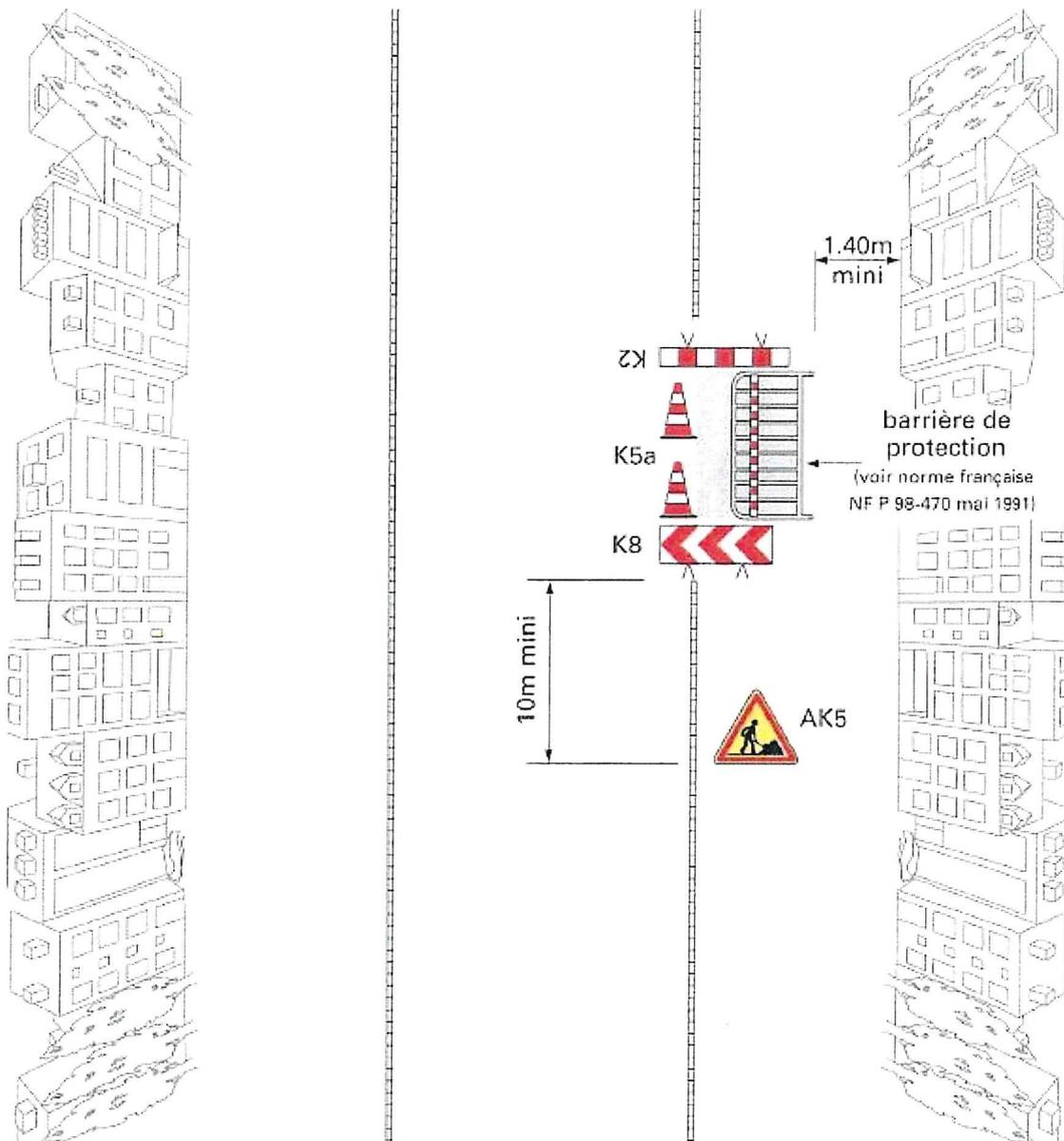
ANNEXES

Fiche de signalisation N°8

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la subdivision départementale de l'équipement ci-dessus désignée.

Schéma de signalisation 8 : Léger empiètement en agglomération

Travaux empiétant sur la chaussée
Largeur laissée libre à la circulation $\approx 5,50$ m



Remarques :

1. Dans le cas d'un trafic PL important dans les 2 sens, maintenir une largeur laissée libre à la circulation à 6,20 m.
2. Si la rue est à sens unique, avec deux voies de circulation, il est souhaitable que la signalisation soit rappelée sur le côté gauche.
3. En l'absence de danger important, le balisage longitudinal du chantier se limite au ruban K14.
4. En cas de présence de fouilles profondes, construire une palissade conforme à l'autorisation de voirie. Dans ce cas, on ne pose pas de K5a.
5. Maintenir les accès riverains. Dans ce cas, le barriérage longitudinal du chantier est interrompu au droit de ces accès. Le balisage du chantier le long du cheminement vers l'accès riverain est assuré par la pose de barrières de protection ou d'une palissade conforme à l'autorisation de voirie.